

Chapitre 1

REVUE DE LA LITTÉRATURE

EN GUISE D'INTRODUCTION

En Occident, le terme « radicalisation » désigne aux yeux de bon nombre de personnes un phénomène difficilement concevable : des jeunes ou des adultes d'« ici » décident de rallier les rangs des combattants d'une guerre sainte « là-bas », se montrant disposés à se faire exploser eux-mêmes. La « radicalisation » serait ce processus conduisant à un tel choix personnel. Pourtant, il n'y a pas très longtemps que ce terme a été ajouté au vocabulaire politique. Le mot est apparu pour la première fois dans un document administratif après l'attentat de Madrid (2004) (AIVD, 2004). On assistait, en effet, à la naissance d'une crainte que, contrairement au passé, des attentats légitimés par la religion puissent provenir du terreau local. De fait, les auteurs des attentats à la bombe de Madrid étaient des terroristes *home-grown*, issus de l'intérieur du pays.

Depuis, divers programmes politiques ont été élaborés au nom de la « déradicalisation » ou de la « contre-radicalisation » (voir Colaerts, 2017). La tuerie dans les bureaux de *Charlie Hebdo* et les attentats de Paris et de Bruxelles, ainsi que l'attention médiatique massive qui s'en est suivie, n'ont pas seulement accéléré ces initiatives, elles ont aussi fait en sorte que le terme « radicalisation » se répande dans le grand public. Ce mot est alors très souvent associé à l'islam (radical), aux jeunes musulmans, à l'État islamique (ou Daech), au djihad, au terrorisme musulman.

Dans le sillage de cette évolution, on a vu croître un *corpus* de connaissances sur le sujet « radicalisation » (Clycq *et al.*, 2019). Ce n'est pas le fruit du hasard. Les pouvoirs publics ont de plus en plus fait appel à des scientifiques pour tenter d'analyser et d'expliquer la dynamique psychologique de jeunes séduits par la « radicalisation ». Un besoin de connaissances s'est fait sentir, et les scientifiques devaient pouvoir en fournir.

Contrairement à l'aisance avec laquelle les pouvoirs publics produisent des textes politiques et des appels à projets, la science avance sur un terrain glissant. Ce chapitre développe brièvement quelques défis et difficultés qui surgissent lorsqu'il est question d'acquérir des connaissances sur la « radicalisation »¹. Cela doit nous aider à préciser les caractéristiques d'une approche différente de la « radicalisation ». Nous distinguons quatre réflexions clés :

- 1° le terme « radicalisation » est flou et trompeur ;
- 2° la littérature scientifique dominante se concentre sur un objet trop restreint ;
- 3° les modèles d'explication causale se heurtent à leurs limites ;
- 4° il existe plusieurs entraves méthodologiques à la génération de connaissances scientifiques fiables sur la « radicalisation ».

UNE NOTION FLOUE ET TROMPEUSE

La notion de « radicalisation » telle qu'elle apparaît dans des documents politiques stratégiques et est utilisée sur le terrain est très floue, et elle caractérise des situations très différentes. La « radicalisation » y est souvent définie comme le processus par lequel un individu embrasse progressivement des idées radicales, qui se développent pour déboucher finalement sur des actions terroristes et des violences extrémistes². Dans le champ d'application de ce terme, on peut trouver des jeunes dont le monde extérieur estime qu'ils ont des idées trop radicales ou qu'ils font preuve d'un intérêt trop prononcé pour la dimension religieuse de leur identité. Le terme « radicalisation » s'utilise aussi pour qualifier des jeunes qui excusent ou absolvent les actions de l'EI, ceux qui les accueillent avec sympathie,

et au-delà, ceux qui se rangent effectivement sous la bannière d'une idéologie extrémiste légitimée par la religion en entreprenant eux-mêmes des actions concrètes (se procurer des armes, préparer un départ vers la zone de combat, etc.).

Partant d'une politique focalisée sur la sécurité, ce flou n'est pas surprenant. Elle laisse aux services de sécurité, à la police et à la justice une marge de manœuvre maximale pour intervenir de manière proactive, augmenter la surveillance de certains groupes et de certains profils, et déjouer des attentats terroristes imminents.

En revanche, il est surprenant que ce même flou imprègne le débat scientifique. Dans trop de publications scientifiques, les termes « radicalisation » et « radicalisation violente » sont utilisés sans distinction, avec encore d'autres termes comme « radicalisme », « islam militant », « extrémisme » et « terrorisme » (Della Porta et Lafree, 2012 ; McCauley et Moskalenko, 2008 ; Schmid, 2013). Cela suppose que le fait d'avoir des idées ou des convictions radicales constitue déjà en soi une tendance dangereuse. Celle-ci ne pourrait alors que s'aggraver et déboucher d'une manière ou d'une autre sur de l'extrémisme violent.

Cette hypothèse est cependant contredite par plusieurs dossiers. Développer des idées radicales (étape idéologique) ne conduit pas automatiquement à la violence, et dans certains cas, la « radicalisation » violente saute précisément cette première étape idéologique.

Rogozinski (2017) en conclut que la « radicalisation » est une notion trompeuse : elle crée à tort l'impression que le chemin qui conduit à commettre des actes terroristes est un processus linéaire, alors que l'élément essentiel d'une « radicalisation » se situe précisément dans une césure, dans un engagement ou un choix, suivi du passage à l'acte conformément à ce choix.

La notion de « radicalisation » interdit ainsi de comprendre l'adhésion active à un dispositif de terreur : car celle-ci – de nombreux témoignages [l']attestent – n'est pas l'aboutissement d'un processus linéaire. Elle suppose au contraire une rupture ou, plutôt, une série de ruptures qui amènent un homme à renoncer à la vie qu'il menait auparavant pour se choisir une tout autre existence. (Rogozinski, 2017, p. 51.)

Il existe une autre raison encore pour laquelle l'incapacité de préciser scientifiquement la notion de « radicalisation » pose un problème. En maintenant ce flou dans un grand nombre de publications et comptes rendus d'experts, les scientifiques renforcent une pratique problématique, celle qui réduit tous les individus « aux idées radicales » à des objets potentiels de surveillance. Cette restriction croissante de la liberté d'opinion et de conscience est en tension avec les fondements d'un État de droit démocratique (Kundnani, 2012). Il existe alors un danger que la notion de « radicalisation » polarise les points de vue, que la reprise sans critique d'une terminologie vague et trompeuse par des scientifiques délivre un sauf-conduit à une autorité « qui se radicalise » en faisant de la sécurité une valeur absolue, au détriment du respect des droits fondamentaux de chaque citoyen.

Alors qu'on attend des sciences qu'elles misent en toute indépendance et de manière critique sur la clarté et la précision de notions bien cadrées, une école de chercheurs dominante paraît sombrer, elle aussi, dans un marais terminologique. Dans ce marais s'élaborent manifestement des programmes de « déradicalisation » et de « lutte contre la radicalisation ». Et, en même temps, le réseau de contrôle et de surveillance sur des groupes minoritaires s'intensifie.

UN OBJET TROP RESTREINT

Un autre axe de réflexion clé concerne l'objet trop restreint de la littérature scientifique dominante sur le sujet. Qui est d'ailleurs double.

Tout d'abord, la « radicalisation » dite au nom de l'islam est considérée comme un phénomène exceptionnel, fondamentalement différent d'autres formes de violence politique, qu'elles soient de gauche, de droite ou issues de l'extrémisme nationaliste (Van Bouchaute *et al.*, 2018). Pourtant, on ne trouve que peu d'études comparatives portant sur des militants qui agissent au nom d'une idéologie justifiée par la religion, d'un côté, et par d'autres formes d'extrémisme violent, de l'autre côté (Rabasa *et al.*, 2010). RAND Europe (2011) est probablement la seule étude à grande échelle qui compare différentes formes d'extrémisme violent. Les

facteurs causaux qui apparaissent dans ces différents extrémismes sont l'environnement social, l'idéologie et des facteurs émotionnels.

En concentrant leur objectif essentiellement sur ce qu'ils conçoivent comme une « radicalisation d'inspiration religieuse », la plupart des auteurs passent à côté de connaissances découlant d'une comparaison avec d'autres extrémismes. À cause de cette attention sélective, des scientifiques risquent de contribuer activement à la stigmatisation de certains groupes de population. Qui plus est, par leur prétendue objectivité, ils risquent de légitimer et de normaliser cette stigmatisation.

Deuxièmement, la majeure partie de la littérature scientifique adopte une approche de la « radicalisation » comme étant un processus individuel. Bien que des recherches sur les « pratiques de déradicalisation » démontrent que la « radicalisation » doit être comprise à tous les niveaux, du plus modeste au plus important en passant par le moyen (Feddes *et al.*, 2016), ces mêmes pratiques se focalisent en général sur le niveau de l'individu (Hallich et Doosje, 2017)³.

Selon l'argumentation de Schmid (2013), un accent trop unilatéralement placé sur le niveau individuel détourne l'attention du milieu dans lequel peut survenir une « radicalisation ». Ce maillon négligé lie le terroriste à un groupe de référence plus vaste, qui se sent offensé ou injustement traité (p. 4). L'étude de Schmid s'intéresse aussi au niveau sociétal plus large. Elle aborde alors le rôle des pouvoirs publics et de la société (en Belgique et à l'étranger). L'auteur examine de plus près la « radicalisation » de l'opinion publique et des politiques menées par les partis, les rapports tendus entre la majorité et des minorités, ainsi que l'absence de perspectives socio-économiques. Ce genre d'analyse pointe, de surcroît, la responsabilité des chercheurs, car les sciences aussi jouent un rôle dans le développement ou la contestation d'un discours dominant sur la « radicalisation ».

Depuis quelques années, un nombre croissant d'études et de publications scientifiques se montrent critiques vis-à-vis du courant dominant de la recherche (Coolsaet, 2001 ; Kundnani, 2012 ; Mueller, 2012 ; Schmid, 2013). Veldhuis et Staun (2009), par exemple, avancent que, pour comprendre la « radicalisation » d'individus et de petits groupes, des mécanismes de groupe et de société jouent, en réalité, un rôle plus important que les facteurs individuels. Les pouvoirs publics ont été très peu sensibles à ce point de vue, voire pas du tout. On en

viendrait à se demander si la focalisation dominante sur l'individu n'est pas intentionnelle, parce qu'elle permet de refouler une analyse plus approfondie et critique de la (géo)politique contemporaine.

Selon Kundnani, cette perspective trop étriquée débouche sur « une faillite systématique des chercheurs en matière de radicalisation à comprendre en profondeur la réalité de conflits politiques ».

Au lieu de cela [cette réalité de conflits politiques] a été imaginé un concept basé sur les préjugés existants, et structurant les « pratiques anti-radicalisation » des pouvoirs publics, ce qui génère des discriminations et des restrictions infondées de nos libertés citoyennes. (Kundnani, 2012, p. 5. Traduit librement de l'anglais.)

LES LIMITES DU MODÈLE CAUSAL

Un certain nombre de scientifiques s'appuient sur des modèles linéaires pour expliquer le processus de « radicalisation ». Selon cette approche, le processus se déroule par phase – par étape ou échelon. Il commence par un sentiment d'injustice. Vient la colère. L'individu découvre ensuite la philosophie d'un groupe terroriste. Il devient membre de ce groupe, puis, dans la dernière phase, il passe à l'action violente. Chacune des phases préparerait la suivante. Et, dans chaque phase, certaines causes joueraient un rôle. Mais cette approche par phase est, elle aussi, problématique. En effet, elle ne prend pas en considération le caractère aléatoire de « la voie ténébreuse », celle qui conduit à la violence extrême. En outre, la littérature ne propose qu'un maigre consensus sur ce qui constitue finalement les facteurs et les catalyseurs déterminants d'une « radicalisation ». Pratiquement chacun des facteurs de cause soulève un débat. Si certaines études concluent que les facteurs socio-économiques ne jouent que rarement un rôle dans le déclenchement de la « radicalisation », d'autres découvrent, au contraire, une explication dans le chômage et la relégation économique (Piazzini, 2011).

Partant de la complexité du phénomène, Hafez et Mullins (2015) proposent un « modèle puzzle ». Pour eux, il n'est pas question de processus linéaire, comme

dans le « modèle en escalier » de Moghaddam (2005), mais d'un puzzle dans lequel les pièces correspondent à des aspirations, des réseaux sociaux, des éléments d'idéologie et des structures de support (et potentiellement encore d'autres facteurs). Comme dans une « tempête parfaite », plusieurs facteurs peuvent s'imbriquer dans l'esprit d'un individu. Et c'est alors que la tempête se déchaîne.

Même s'il règne encore beaucoup d'imprécision sur ce que recouvre exactement la « radicalisation », on peut, selon Schmid (2013), considérer comme relativement sûres, sur la base de la recherche existante, les conclusions suivantes :

- 1° la « radicalisation » n'a sans doute pas de cause psychopathologique directe ;
- 2° l'étude de la biographie de terroristes connus montre qu'il n'existe pas de profil unique du « terroriste », et que beaucoup de chemins mènent vers le terrorisme ;
- 3° la « radicalisation » est un processus graduel, mais non linéaire. Elle ne suit pas un trajet prévisible, balisé par des étapes successives ;
- 4° la pauvreté n'est pas un facteur explicatif essentiel, mais un accès inégalitaire aux droits fondamentaux peut néanmoins jouer un rôle ;
- 5° des aspirations et des perceptions personnelles de l'injustice jouent un rôle central, encore que nous ne sachions pas s'il s'agit de facteurs réellement causaux ou de déclencheurs ;
- 6° les réseaux sociaux et les dynamiques de groupe sont cruciaux dans l'attrait d'un groupe terroriste pour des jeunes vulnérables ;
- 7° l'idéologie joue un rôle important, mais elle servirait plutôt de rationalisation *a posteriori*.

Il importe de souligner que ces facteurs de cause ne sauraient être utilisés comme des indicateurs dans une *check-list*. Le processus de « radicalisation » est bien trop complexe pour cela. Il existe trop d'exceptions. Du point de vue statistique, les terroristes se réclamant de l'islam sont, du moins en Occident, jeunes, masculins et relativement bien instruits (Bakker, 2006). Mais cela ne signifie pas que les jeunes musulmans bien instruits soient plus vulnérables à la « radicalisation », et encore moins que ce groupe doive être la cible de programmes de détection et de « lutte contre la radicalisation ». Selon Veldhaus et Staun (2009), il faut arrêter de penser que certains groupes sont plus vulnérables à la « radicalisation ». Au lieu de cela, il faut s'intéresser aux circonstances qui les rendent « radicalisables ».

FIABLE ?

Enfin, la plupart des travaux actuels posent des problèmes de fiabilité. La recherche est souvent anecdotique ou basée sur de la *desktop research*, à savoir de la recherche documentaire (RAN, 2016). Bondokji *et al.* (2017) concluent leur synthèse comme suit : « Le sujet de la “radicalisation” pâtit d’un manque terrible de preuves empiriques. La majeure partie de la recherche empirique menée ne présente pas suffisamment de rigueur méthodologique et scientifique » (p. 23). D’après une estimation de Silke (2008), 20 % seulement des études exposeraient de nouvelles connaissances empiriques, et seul 1 % aurait réalisé des entretiens approfondis. Il est possible que ces lacunes aient été partiellement comblées au cours de la dernière décennie. Mais, en raison de l’aspect sensible du sujet, la recherche empirique (et surtout de qualité) demeure, en tout état de cause, rare.

La majorité des études basées sur des données empiriques sont des sondages d’opinion cherchant à établir un rapport entre les convictions des personnes interrogées et des données économiques ou démographiques. Sloodman et Tillie (2006), par exemple, concluent, sur la base d’une enquête à grande échelle conduite auprès de musulmans à Amsterdam, qu’il existe une corrélation entre, d’une part, de strictes convictions religieuses orthodoxes et des sentiments d’injustice envers les musulmans (à l’échelle nationale et internationale), et, d’autre part, l’âge (de 16 à 18 ans), un niveau de scolarité faible, une connexion forte avec un groupe ethnique, un ressenti élevé de discrimination, une grande méfiance envers la politique et un isolement social. Sur la base d’un vaste sondage mené auprès de musulmans italiens, Groppi (2017) conclut, en outre, que le soutien de la violence légitimée par la religion est lié au fait de se sentir personnellement offensé par des insultes à l’adresse de l’islam. Il y aurait également une corrélation entre la violence justifiée par la religion et le soutien apporté à un État théocratique orthodoxe.

Ces enquêtes appellent trois remarques. D’abord, elles reposent sur un présupposé important. En raison, notamment, du caractère flou de la notion de « radicalisation », elles partent comme d’une évidence de l’idée qu’une conception orthodoxe de l’islam conduit nécessairement à se montrer disposé à commettre des actes de violence, voire à se sacrifier soi-même au nom de cette conviction.

Deuxièmement, si ces enquêtes établissent des corrélations entre diverses données, elles ne fournissent cependant pas d'explications à ces corrélations, et encore moins de liens de causalité. En outre, il faut se demander ce que de tels sondages peuvent nous apprendre si nous ne pouvons pas en comparer les conclusions avec des sondages similaires qui seraient menés au sein d'autres groupes de migrants ou parmi la majorité (blanche).

Un troisième problème concerne la fiabilité des données elles-mêmes. La recherche ethnographique antérieure nous a enseigné que les travaux menés sur des sujets sensibles auprès de groupes vulnérables sont des processus difficiles et intenses. Il faut que les participants soient suffisamment mis en confiance pour qu'ils acceptent de s'ouvrir au chercheur (De Backer, 2016). Nous savons aussi que les participants donnent des réponses socialement souhaitables et que, parmi eux, les jeunes sont le plus tentés d'inventer, en guise de jeu, des réponses spectaculaires. Ces scénarios sont difficilement détectables dans une enquête, voire pas du tout.

On peut s'attendre à ce que de nouvelles études, de qualité, réunissent des données plus fiables. Il devrait être possible, par ce biais, de se faire une idée de la signification que les personnes directement concernées donnent à la « radicalisation ». Parmi les personnes à interroger, il peut y avoir des individus radicalisés, des membres de leur famille, des gens issus de groupes de pairs ou encore des éducateurs ayant travaillé avec des jeunes partis se battre en Syrie. Les recherches ethnographiques à notre disposition menées sur des « radicaux » (Europol, 2016), leur famille et leurs amis (Leman, 2016) nous apprennent que le spectre est complexe et qu'il existe une grande variété de profils individuels. Elles nous incitent, en d'autres termes, à prendre en considération de nombreuses nuances.

Une étude approfondie de qualité permettrait également de clarifier quelques questions essentielles, sous-exposées dans la recherche sur la « radicalisation ». Par exemple, nous comprenons beaucoup trop peu comment des convictions et des décisions rationnelles se rapportent à des motifs et des tensions émotionnelles : dans quelle mesure un choix est-il réellement posé de manière rationnelle, ou survient-il plutôt de manière émotionnelle pour être rationalisé après coup ? Les travaux actuels ne nous en apprennent pas davantage sur ce qui pousse un individu aux convictions extrêmes sur la voie des comportements extrêmes et de la violence.

PREMIÈRES CONCLUSIONS

Ce livre a pour projet de présenter une analyse différente de la « radicalisation ». Un bref récapitulatif de l'état des connaissances scientifiques sur la question nous indique qu'une telle démarche est nécessaire. Le terme « radicalisation » est flou et trompeur, une trop grande part de la recherche est sélective et les travaux sont trop éloignés du spectre complexe dans lequel la « radicalisation » est ancrée.

Le point le plus délicat est peut-être le suivant : le courant dominant dans la littérature scientifique est guidé par la recherche de facteurs de causalité du « processus de radicalisation » (et de la manière dont ces facteurs s'influencent réciproquement). Le premier présupposé, que les scientifiques partagent sur ce point avec les pouvoirs publics, est que la « radicalisation » est un phénomène psychologique isolé (plutôt qu'un symptôme d'un phénomène de société plus vaste). Le deuxième, également répandu, est qu'il est possible de dégager des causes qui expliqueraient le comportement radical. Le comportement humain serait prévisible, et c'est ce qui devrait permettre aux services de renseignement et de prévention d'intervenir à un stade précoce. Nous avons vu dans ce qui précède que ces deux présupposés sont pour le moins problématiques du point de vue scientifique.

UN QUESTIONNEMENT DIFFÉRENT

Comment trouver une voie différente vers une compréhension de la « radicalisation » qui évite les obstacles mentionnés ? Et comment participer néanmoins, mais d'une manière différente, au débat sur la « radicalisation » ? Nous avons, dans notre recherche, opté pour une stratégie en trois points.

La recherche-action bruxelloise dont ce livre rend compte a choisi de questionner différemment les choses. Contrairement à la littérature dominante, l'équipe de Bruxelles a en grande partie détourné son attention de la recherche de facteurs de causalité qui seraient propres au processus de « radicalisation » de jeunes. Dans le sillage de ses connaissances dérivées de l'expérience, acquises

sur le terrain bruxellois, l'équipe a considéré la « radicalisation » comme la partie visible de l'iceberg, comme le symptôme d'une problématique sociale complexe. Dès lors, la question n'était pas : « Quels facteurs sociaux provoquent une "radicalisation" du comportement des jeunes ? », mais plutôt : « Qu'est-ce que le phénomène de la "radicalisation" nous apprend sur les évolutions sociétales, sur les conditions de vie dans les quartiers, sur l'accès aux droits fondamentaux, sur la politique et la religion, sur la famille et l'enseignement, sur la police et la justice, sur des sentiments collectifs de rejet, d'humiliation et d'injustice ? »

Cette inversion du prisme de questionnement a orienté la recherche bruxelloise dans une autre direction, rencontrant du même coup sa visée pédagogique, c'est-à-dire l'exploration ensemble de ce que la « radicalisation » nous apprend sur notre univers et notre société, au-delà du fait de brandir un doigt accusateur. Ce changement incarne aussi l'ambition émancipatrice de la recherche : créer un questionnement qui corresponde à la manière dont les jeunes et les éducateurs eux-mêmes désirent faire entendre leur voix dans le débat public sur la « radicalisation ». L'équipe bruxelloise espérait ainsi rompre avec l'inégalité des positions ancrée dans le discours scientifique dominant sur la « radicalisation ».

UNE RECHERCHE-ACTION EN PLUSIEURS PHASES

C'est précisément dans cette optique pédagogique et émancipatrice que l'équipe de recherche-action bruxelloise s'est lancée dans ce projet, qui conjugue réflexion collective alliant chercheurs et parties intéressées, et actions communes axées sur un changement social⁴. Le projet est aussi de remédier au fait que la recherche sur la « radicalisation » fût majoritairement, jusque-là, de la recherche documentaire. Ici, le chercheur aborde le vécu complexe des éducateurs et des jeunes bruxellois. Il donne à leurs connaissances dérivées de l'expérience une place centrale dans la recherche. Il remplace une observation à distance par de la proximité et de l'implication. Il échange le petit bureau solitaire pour des espaces de parole dans les quartiers, un snack-bar à Koekelberg, un restaurant à Istanbul et un campement improvisé dans les montagnes.

L'approche de la recherche-action bruxelloise a fonctionné en plusieurs phases.

La « petite » équipe a d'abord établi les bases de la recherche-action (première phase préparatoire). Trois parmi nous (Erik, Ali et Tom) se sont fréquemment retrouvés pour de longues conversations et des séances de remue-méninges. Plus de dix heures d'enregistrement de conversations ont été transcrites, à quoi il faut ajouter des notes de journal intime, un entretien de groupe focalisé avec cinq éducateurs, et six interviews complémentaires menées avec d'autres éducateurs à Bruxelles. L'ensemble a permis de dresser l'inventaire des connaissances dérivées de l'expérience des éducateurs. Mais le rôle du chercheur a également été clarifié. Ce dernier s'est attelé à extraire les connaissances dérivées de l'expérience, il a esquissé les premiers schémas, il a mis un nom sur les concepts avant de les soumettre à nouveau à la discussion.

Dans l'esprit de la recherche-action, les entretiens préparatoires allaient aussi à la recherche d'un horizon de valeurs, de principes et de positions de base. L'établissement d'un cadre éthique a été une phase importante. Il a orienté le changement social poursuivi et a permis de définir quelques principes éthiques permettant de mener à bien la recherche collective (respect de la vie privée, consentement éclairé, confiance, principe de non-nuisance).

Étant donné l'aspect socialement sensible du thème (la « radicalisation »), la réflexion éthique est rapidement devenue un sujet prioritaire. Une des préoccupations était en effet que les jeunes et les éducateurs puissent faire entendre leur voix dans le débat sur la « radicalisation » sans risquer de se retrouver « dans le collimateur » des autorités, c'est-à-dire d'être surveillés, voire sanctionnés. Sur ce point, l'équipe s'est rapidement rendu compte de l'inégalité des positions. Ce que des éducateurs et des jeunes peuvent confier publiquement sur la « radicalisation » pourrait aisément être retenu contre eux, c'est-à-dire servir de prétexte à une intensification de la surveillance et des contrôles exercés sur eux, ainsi que confirmer certains préjugés ou stéréotypes. En revanche, les chercheurs universitaires, les responsables politiques et les journalistes parlent à partir d'une position plus confortable. En d'autres termes, non seulement le droit à la parole, mais aussi la sécurité de la parole dans le débat sur la « radicalisation » ne sont pas répartis de manière égale. Lutter contre cette inégalité a été un engagement important de notre recherche-action.

Dans une deuxième phase, le cercle de conversation a été élargi à la « grande » équipe de recherche. Six jeunes bruxellois issus de l'immigration ont rejoint le

groupe. L'équipe s'est réunie autour du projet appelé *Rise Up* et s'est donné le nom de « Collectif Bim ». La recherche-action pouvait désormais se mettre en route comme une communauté en apprentissage qui plaçait en son centre l'univers de jeunes bruxellois.

La « grande » équipe (le collectif Bim) s'est rendue dans les Ardennes, où un trekking les attendait, suivi de discussions. L'équipe a fait aussi un voyage à Istanbul et est partie dans les montagnes. L'aventure était ponctuée de conversations informelles, de discussions de groupe et d'un apprentissage concret par l'expérience. Les jeunes et les éducateurs pouvaient y échanger en toute liberté et sécurité leurs idées sur la « radicalisation », sur l'expérience traumatique des attentats et sur ce que ce chapitre douloureux d'un passé récent renvoie comme image du milieu propre, de l'enseignement, des violences policières, de la religion, des médias et de la politique mondiale. Parallèlement, les jeunes ont appris ce que cela représente d'être un chercheur en recherche-action. Ils ont appris à raconter leur vécu et à se servir d'images fortes pour l'illustrer. Au cours du voyage à Istanbul, carrefour séculaire entre l'Orient et l'Occident, l'équipe bruxelloise a réfléchi de concert sur Bruxelles en tant que métropole, sur les quartiers vulnérables du Canal, sur les nombreuses blessures intérieures infligées par la vie dans les quartiers.

Tous les enregistrements audio de l'entretien dans les Ardennes et des entretiens d'Istanbul ont été transcrits. Quelques enregistrements des randonnées en montagne ont été conservés, complétés par l'enregistrement d'une discussion de suivi. Ces données ont été à leur tour complétées par des notes de journal intime. Tout au long de cette étape de la recherche-action, l'équipe de recherche a opté pour la méthodologie dite de « narration numérique » (*digital storytelling*). Au fil d'un processus participatif collectif, des histoires personnelles de jeunes ont été transposées dans des récits audio émaillés de puissantes images personnelles.

Une troisième phase a servi à ordonner et à interpréter les données. L'un de nous (Erik) a ébauché une première version des chapitres. Ceux-ci ont été complétés et commentés par Tom, Ali et le coauteur de ce livre, Mattias. Trois sessions de feed-back et de discussions avec les jeunes participants ont permis d'interpréter les données. Ce processus a débouché sur une publication collective et sur les chapitres finalisés de ce livre⁵. Le lecteur s'apercevra qu'un rôle prépondérant est accordé aux dialogues avec les jeunes. Par ce choix, les auteurs ont opté pour une

forme de débat différent sur la « radicalisation » : un débat plaçant en son centre un dialogue à part entière avec les jeunes. Comme il a déjà été indiqué dans la préface de ce livre, nous utilisons, sauf pour nous-mêmes, coauteurs, des noms fictifs. Nous le faisons afin de protéger la vie privée, la sécurité et l'anonymat des jeunes et des éducateurs bruxellois. À la suite d'une proposition de ces jeunes, nous avons imaginé une diversité de noms incarnant la diversité de la métropole bruxelloise.

UNE THÉORIE PARTANT DE L'INTÉRIEUR

Selon De Bie et Roose (2013), la recherche-action ne se propose pas seulement de changer des choses, mais aussi de développer une théorie. Cette démarche fonctionne comme un fil rouge tout au long de la recherche-action bruxelloise. Mais il fallait respecter une condition – que la théorie soit développée *from the inside out*, à savoir : à partir des expériences vécues par les éducateurs et les jeunes⁶. Fidèle à cette approche, la recherche-action bruxelloise s'est fondée sur un tissu constitué de deux mouvements de pensée.

Pour éviter de sombrer dans un marécage terminologique, pour endiguer le flou et la confusion sémantique à propos de la notion de « radicalisation », l'équipe a choisi de resserrer sa focale (premier mouvement de pensée). Elle est donc remontée jusqu'au vécu d'une période douloureuse, qu'on évoque encore si difficilement dans notre capitale, celle juste avant, pendant, et juste après les attentats de Paris et de Bruxelles. Partant des récits captivants de quelques éducateurs, l'équipe s'est souvenue des moments d'inquiétude, de désarroi, de stupéfaction, de suspicion et de peur. Les chapitres 2 et 3 reconstituent comment la « radicalisation » prend une signification à partir du monde vécu d'éducateurs principalement bruxellois. Le chapitre 4 reconstitue la conversation qui s'est déroulée lors du trekking dans les Ardennes, accordant tout le temps nécessaire aux jeunes pour parler et définir à leur manière la « radicalisation » à partir de leurs intuitions et de leur perception du monde.

Cet exercice de remémoration a, dans la foulée, aidé à élargir la focale (deuxième mouvement de pensée). Grâce à cet exercice, précisément, un cadre de pensée différent a pu se développer, susceptible de compléter et de dépasser la notion de

« radicalisation ». Trois concepts supplémentaires ont permis de placer le débat sur la « radicalisation » dans une autre perspective. Ce sont les concepts de transition sociétale, de vulnérabilité et de résilience. Les chapitres suivants sont, dès lors, consacrés à les approfondir.

APPROCHE URBAINE

Et puis, il y a encore ceci. Dans de récentes critiques sur la littérature dominante au sujet de la « radicalisation », plusieurs auteurs relèvent l'existence d'un chaînon manquant entre le phénomène des combattants de Daech et des sympathisants de l'EI européens, d'une part, et le phénomène « métropole », d'autre part. La plupart des combattants terroristes étrangers proviennent des mêmes villes (Perliger & Milton, 2016). Khosrokhavar (2017) distingue deux types de zones urbaines. Les *banlieues*, en bordure des grandes villes, et les *enclaves*, à la périphérie des centres-villes. Ce dernier type est aussi socialement mixte : une grande partie défavorisée de la population y côtoie une classe moyenne.

Le champ d'action de la recherche-action bruxelloise présente des caractéristiques de ce deuxième type. Le monde vécu des éducateurs et des jeunes se situe dans les quartiers autour de la zone du Canal à Bruxelles. Géographiquement, ils forment le dessin d'un croissant autour de l'ancien cœur économique de la métropole au XIX^e siècle. Les conditions de vie dans ces quartiers sont en grande partie le résultat de trois types de transition : une transition économique, une transition démographique et une transition sociale.

La transition économique est marquée par deux glissements : l'évolution d'une économie industrielle vers une économie de services et vers une société de connaissances et de consommation. La zone du Canal à Bruxelles incarne cette transition économique. Il y a d'abord eu le déclin rapide de l'industrie si florissante dans la zone du Canal au XIX^e siècle. Ensuite s'est installée, durablement, une période intermédiaire de négligence et de détérioration. Ces dix dernières années, la Région de Bruxelles-Capitale mise prioritairement sur le développement économique de la zone du Canal (Verger & Donders, 2014). Désormais, cette zone revit, elle devient le lieu d'établissement de start-ups et se caractérise